

LES ÉPREUVES OBJET DE FRAUDE SERONT REPASSÉES

Annulation partielle du bac

Fin de suspense pour les 800 000 candidats au bac. Le gouvernement a tranché hier sur une réorganisation partielle des épreuves. Le Premier ministre devra annoncer officiellement la décision aujourd'hui. Le ministère de l'Education, pour sa part, tiendra une conférence de presse demain pour faire son annonce. Selon un bilan du ministère de l'Education, sept matières et quatre filières sont touchées par la fraude.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le bac ne sera finalement pas maintenu tel quel. Les 800 000 candidats concernés par cet examen vont devoir retourner aux centres d'examens et recomposer les matières fuitées. Le gouvernement a décidé hier lors d'un Conseil interministériel restreint d'une annulation partielle des épreuves. Les candidats vont ainsi devoir recomposer les matières touchées par la fraude «dans les plus brefs délais».

Le Premier ministre devra en faire l'annonce officielle aujourd'hui lors de la tenue de la tripartite pour donner tous les détails. Les épreuves devront être refaites

après le mois de Ramadhan. Cependant, selon Ahmed Khaled, président de l'association des parents d'élèves, présent hier lors de l'annonce de cette décision par la ministre de l'Education, la date des examens n'est pas encore tranchée définitivement.

«Nous nous sommes mis d'accord pour la réorganisation partielle dans les plus brefs délais tant que les candidats sont encore dans le bain des examens», a déclaré M. Khaled Ahmed.

Selon un premier bilan établi jeudi par le ministère de l'Education, la fuite a touché sept matières et quatre filières notamment les scientifiques. Le gouver-



Nouria Benghebrat, ministre de l'Éducation nationale.

nement a donc validé la proposition émanant de la majorité des syndicats autonomes.

Jeudi soir lors d'une réunion au ministère de l'Education, les syndicats ont été unanimes à

défendre cette option. Leur argument : ils considèrent que c'est l'option la plus crédible pour garantir le principe d'égalité des chances et de la crédibilité de cet examen.

L'association des parents d'élèves a fait une exception en appelant au maintien des épreuves. En contrepartie, l'association demande l'organisation d'un concours pour l'entrée à l'université.

Le ministère de l'Education, à travers l'ONEC, va devoir remobiliser à nouveau enseignants, surveillants, centres d'examens et autre personnel chargé du déroulement des épreuves du bac.

Selon Idir Achour, président du syndicat du CLA, la tâche ne sera pas difficile. Selon lui, deux jours suffiront pour refaire les examens et une semaine pour les corrections. La rentrée universitaire et les inscriptions ne seront donc pas perturbées. Reste à savoir comment le ministère va s'organiser pour envoyer les convocations aux candidats.

Nouria Benghebrat devra tenir une conférence de presse demain, pour donner toutes les explications.

S. A.

INSCRIPTION ET ORIENTATIONS ÉLECTRONIQUES

La prochaine rentrée universitaire sera numérique

C'est hier, lors de la Conférence nationale des universités, que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a annoncé la modernisation du système d'inscription et d'orientations des bacheliers qui rentrera en vigueur dès la prochaine rentrée universitaire.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les futurs bacheliers peuvent dire adieu à la version papier de la circulaire ministérielle réglementant l'opération d'inscription préliminaire et d'orientation ainsi que le guide de l'étudiant. A partir de la prochaine rentrée universitaire, place au numérique.

Cette modernisation permet d'une part «l'économie de sommes colossales pour le secteur public», a déclaré le ministre de tutelle. Et elle est également avantageuse pour les nouveaux étudiants puisque la version numérique est accessible sur l'ensemble des supports électroniques (téléphones, tablettes et ordinateurs), a précisé T.Hadjar. La consultation des plateformes dédiées à ces procédures prend à peine quelques minutes. Elle est effectivement plus attractive mais surtout plus pratique.

Car la multitude de papiers à consulter et à envoyer, anciennement, mettait souvent les inscripteurs dans la confusion et surélevait le risque d'erreurs. Surtout que les délais imposés n'arrangeaient pas la situation.

Cela dit, le ministre a assuré que, pour plus d'efficacité, «une large campagne d'information sur ces plateformes sera organisée au niveau des établissements dès la publication des résultats du baccalauréat». Rappelant que, par souci d'efficacité également, la fiche de vœux proposant, initialement 10 choix, a été réduite à seulement 6. Ceci pour que l'étu-

diant ne s'éparpille pas et «se concentre sur les spécialités qu'il désire réellement», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la numérisation ne concerne pas seulement le guide de l'étudiant ou les orientations, mais également les inscriptions.

En effet, la collaboration avec l'Union européenne, dans le cadre du programme d'appui à la politique sectorielle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a permis la mise en place d'un logiciel de gestion des opérations d'inscriptions définitives au niveau des universités (Progres) en temps réel et relié à une base de données nationale.

Dès la rentrée universitaire 2016-2017, le bachelier profitera d'un gain de temps et de paperas-

se. Le nombre de documents à fournir a été sensiblement réduit et le bachelier prendra, désormais, quelques minutes seulement à s'inscrire en temps réel au niveau de l'université. Sachant qu'il aura sa carte d'étudiant et son certificat d'inscription tout de suite après.

Ce système informatisé appelé Progres prend également en charge le transfert des étudiants qui peuvent faire une demande en ligne, sur cette plateforme, avec

leur identifiant et c'est là que le résultat de leur requête s'affichera également. Ce n'est pas tout, le logiciel englobe toutes les opérations pédagogiques, administratives, financières et la gestion des ressources humaines des établissements universitaires. Aspirant que cela donne un coup de pouce à l'instauration progressive d'une administration numérique limitant les mauvaises habitudes bureaucratiques.

N. B.

RÉUNION DE LA TRIPARTITE AUJOURD'HUI

Le «nouveau modèle économique» et le dossier de la retraite en débat

Le nouveau modèle économique, l'encouragement de l'investissement et le dossier de la retraite sont les trois points inscrits à l'ordre du jour de la réunion tripartite qui se tiendra aujourd'hui à la Résidence El Mithak.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ton avait été déjà donné par le Premier ministre Abdelmalek Sellal en marge de la cérémonie d'inauguration de la 17^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (Sitev). A ce propos, il avait indiqué que «la prochaine réunion de la tripartite, le 5 juin, sera consacrée à l'examen du nouveau modèle économique (2016-2019)». «La réunion de la tripartite, le 5 juin prochain, sera consacrée à l'étude des moyens de dynamiser et d'améliorer l'économie nationale ainsi qu'à l'examen du nouveau modèle économique 2016-2019», avait-il affirmé.

Toutefois, le Premier ministre n'a pas levé le voile sur les contours de ce nouveau modèle économique que son gouvernement compte projeter sur quatre années. Sur cette question, c'est le flou total qui persiste. L'autre point qui sera débattu par les différentes parties, particulièrement le patronat, est relatif à la question de l'in-

vestissement. Dernièrement, le président du Forum des chefs d'entreprises, M. Ali Haddad, avait de nouveau revendiqué, plus «de facilitation de la part de l'Etat pour soutenir et encourager l'investissement du privé».

Une question qui, sans aucun doute, occupera une importante partie des discussions entre le gouvernement et le patronat, et ce, même si les représentants des travailleurs seront dans l'obligation d'y intervenir, notamment au sujet de la question sociale à travers l'intervention du privé dans la sphère économique. L'UGTA, qui participera quelque part amoindrie du fait de son non-«implication», à en croire certaines sources, sur la question des retraites, tentera de peser de son poids sur cette question. En effet, la tripartite se dirige droit vers la révision du départ à la retraite. D'ailleurs, le président du FCE avait soutenu, il y a quelques jours, que son organisation revendique un départ à la retraite à 65 ans.

Une idée que soutient implicitement le gouvernement mais qui aurait créé le mécontentement de la centrale syndicale, particulièrement les cadres syndicaux de la Fédération nationale des travailleurs retraités, FNTR. D'autres sources n'ont pas exclu que la tripartite traite de deux autres points relevant du dossier de la

retraite. Pour rappel, lors de la tripartite d'octobre 2015 à Biskra, le Premier ministre avait évoqué les graves difficultés que connaît le financement du système de retraite du régime des salariés et avait fustigé les départs à la retraite avant l'âge légal de 60 ans.

Cette déclaration n'a pas été suivie par une réponse explicite de l'UGTA par crainte de raviver des tensions dans sa base dont une partie est toujours hostile à la suppression de la retraite anticipée.

Pour certains proches du dossier, la révision du système de retraite concernera une révision de la disposition portant retraite proportionnelle dans le but principal de diminuer le grand déficit qu'accuse la CNR, alors que du côté de l'exécutif, on veut carrément l'abrogation de l'ordonnance 97/13 régissant la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge.

Autre question qui risque de créer une tension au sein de la maison UGTA. Il s'agit du nouveau code du travail, que la base syndicale avait déjà rejeté. La question avait été déjà évoquée lors du dernier congrès et les délégués syndicaux ont qualifié le projet du gouvernement de «porte ouverte vers la régression sociale».

A. B.